

Égalité = réelle

Le 2 décembre on vote !

N°592
DU 27 NOVEMBRE
AU 3 DÉCEMBRE

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat
(77 52) • PHOTO Philippe Grangeaud
(76 00), Olivier Clément, AFP • MAQUETTE
Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET
IMPRESSION PGE (94)
Saint-Mandé •
N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 •
ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par
Solfé Communications, tiré
à 25 200 exemplaires



L'AGENDA

Égalité = réelle

Retrouvez notre clip Égalité réelle sur
parti-socialiste.fr/egalite/votez

2 décembre

► Vote dans les sections
du texte adopté
par le Conseil national
du 9 novembre 2010

11 décembre

► Convention nationale
Égalité réelle à la Halle
Freyssinet (Paris 12^e)

Retrouvez l'agenda sur
parti-socialiste.fr





L'info en continu

Charlotte Brun, 18/11/10

Dépendance

« Ne confondons pas les seniors et les personnes dépendantes car si la population française va prendre de l'âge, ce sera majoritairement en bonne santé. L'augmentation des personnes en perte d'autonomie ne sera pas proportionnelle à celle du nombre de personnes même très âgées. Le "cinquième risque" n'est, dans les propos de Nicolas Sarkozy, qu'un slogan vidé de son sens ».

Germinal Peiro, 19/11/10

Réforme de la PAC

« La Commission européenne a édité ses perspectives pour une réforme de la Politique agricole commune. Les quelques avancées ne suffisent pas à cacher les orientations libérales du rapport. La régulation reste pour la Commission un simple soutien en cas de crise. Pire, la dérégulation est toujours considérée comme le facteur de la compétitivité ».

Patrick Bloche, 21/11/10

Liberté de la presse

« Les locaux de Rue89 ont été une nouvelle fois cambriolés. La multiplication des vols dont sont victimes les médias ne peuvent qu'interpeller tous ceux qui sont attachés à la liberté de la presse, car, quels qu'en soient les auteurs, ils mettent en danger le travail d'investigation et d'enquête mené par les journalistes ».

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

22

C'est le nombre de propositions qu'a faites le Parti socialiste sur le sujet de la sécurité et de la justice lors du Forum des idées organisé sur ce thème à Créteil. Dix jours auparavant, les socialistes avaient dévoilé leurs 41 propositions pour la ville et le logement. En juin dernier, 25 propositions avaient déjà été avancées sur l'agriculture. Retrouvez l'ensemble de nos propositions sur parti-socialiste.fr/les-propositions-du-ps

L'ACTU DU BUREAU NATIONAL

Congrès de l'AMF

Nicolas Sarkozy a ouvert mardi 23 novembre le Congrès de l'Association des maires de France. La salle avait été soigneusement préparée, remplie qu'elle était de sympathisants et de fidèles du président de la République. Nicolas Sarkozy était venu vanter sa politique de casse territoriale. Il a raté son rendez-vous avec les élus. Les élus de tous bords, socialistes en tête, ont ainsi fait part de leurs inquiétudes quant à l'avenir de la décentralisation et aux conséquences de la politique territoriale du gouvernement : « Le chamboulement de la fiscalité locale et le gel des dotations financières de l'État vont contraindre les collectivités à réduire leurs investissements et vont mettre en danger les services publics locaux, ont-ils souligné, la manipulation politicienne, avec la création du conseiller territorial, machine à reconquête électorale des territoires pour la droite va entraîner une vraie

régression démocratique », ont-ils ajouté. Dernière conséquence de cette contre-réforme dénoncée par les élus, « les mesures de recentralisation vont provoquer la fin de la solidarité entre territoires avec la suppression de la clause de compétence générale, le brouillage des niveaux régionaux et départementaux en même temps que l'épaississement du mille-feuille territorial ». Les Français risquent de payer le prix de cette régression territoriale, le Parti socialiste, réuni en BN, a donc décidé de revenir sur ces mesures de régression. Il s'engage, dès son accès aux responsabilités nationales, à « présenter une réforme territoriale, concertée et préparée, qui permette l'avènement d'une véritable République décentralisée ».

Sommet de l'OTAN à Lisbonne

Le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Lisbonne les 20 et 21 novembre derniers marque un pas de plus

dans « la subordination de notre pays par rapport aux Etats-Unis » a commenté le BN. Après la réintégration en avril 2009 de la France dans le commandement militaire intégré qui marquait une profonde rupture avec le consensus construit depuis 1966, Nicolas Sarkozy a fait franchir à la France une nouvelle étape dans la dépendance à l'égard de l'OTAN et de notre allié américain sur les sujets de l'Afghanistan et du retrait des troupes, du bouclier anti-missiles, et du nouveau concept stratégique de l'Alliance atlantique. « Au total, a conclu le BN, Nicolas Sarkozy accepte un nouveau renforcement du rôle politique des Etats-Unis sur leurs alliés et renonce une fois de plus à la perspective de l'Europe de la Défense qu'il dit pourtant appeler de ses vœux, mais qui devient de plus en plus hypothétique, si ce n'est inaccessible ».

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Défendre les territoires au Congrès de l'AMF



C'est pour dénoncer comme l'explique André Laiguel, « la mise en place d'un corset financier sur les communes », que les élus de gauche ont effectué un happening mardi, avec distribution de badges et de tracts, lors de l'ouverture du Congrès des maires à Paris. Postés à l'entrée de l'auditorium, les élus socialistes, dont Marylise Lebranchu et Pascal Buchet, ont ainsi défendu la décentralisation et les territoires (lire aussi la rubrique BN). « Il y a deux volets dans cette réforme, explique Marylise Lebranchu, le volet financier, avec la suppression de la taxe professionnelle étrangle les collectivités territoriales en diminuant leurs ressources ». Les collectivités seront ainsi obligées

de réduire leurs dépenses, ce qui aura des conséquences directes sur les services publics locaux. « Le deuxième volet, poursuit la présidente de la Fnesr, est institutionnel ». La contre-réforme voit en effet la création du conseiller territorial, « c'est une méconnaissance profonde des territoires, et un déni de démocratie. Il s'agit pour l'UMP de récupérer par la loi ce qu'elle a perdu par les urnes ». La fin de la clause de compétence générale inquiète également les élus de gauche. « On se demande comment les petites communes pourront à l'avenir financer leurs projets, comme la réfection d'école ou de la mairie », s'interroge Marylise Lebranchu. Les maires socialistes

voient enfin dans cette contre-réforme, votée au Parlement « une vraie idéologie libérale. On supprime la dépense publique, on ouvre au secteur privé l'éducation par exemple ». Dans leur plate-forme commune, les associations d'élus de gauche et écologistes appellent donc au « renforcement des coopérations entre collectivités » contre le dumping social et fiscal proposé par la droite.



À Créteil, le Parti socialiste a présenté son pacte national de protection et de sécurité publique

Table-ronde 1 : « Prévention, dissuasion : l'efficacité des maires socialistes »

Dans cette première table-ronde, les élus socialistes ont fait la démonstration qu'ils ne sont « pas de méchants laxistes » comme l'a rappelé François Pupponi, député-maire de Sarcelles. « Les maires ont un rôle essentiel à jouer car ils sont au cœur de tous les intervenants de la sécurité, police, justice, citoyen, association » a expliqué Dominique Lefebvre, maire de Cergy. « Nous n'avons pas de complexe à avoir par rapport à la droite, a ainsi insisté Daniel Vaillant, ancien ministre de l'Intérieur et maire du XVIII^e arrondissement de Paris, la droite sera toujours plus forte dans la démagogie ». « Il faut faire participer les citoyens, leur faire comprendre comment fonctionne la chaîne d'acteurs et comment aujourd'hui on se défait sur le maire » a signalé Jean-Pierre Blazy, maire de Gonesse. Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon, défendant la vidéo-surveillance, a commencé par lever un point important : « nos concitoyens, a-t-il expliqué, veulent vivre en paix et en tranquillité d'autant plus quand ils habitent dans des quartiers troublés ». La ville de Marseille a connu une véritable saignée de ses effectifs policiers. Patrick Mennucci, maire des 1^{er} et 7^e arrondissements marseillais, a ainsi rappelé les proportions « 240 policiers municipaux, 1 pour 4 000 habitants » et a regretté la disparition

François Rebsamen, Président du Forum

« La sécurité est bien au cœur de notre projet car elle est au cœur du pacte républicain. La sécurité est une compétence régaliennne, elle se trouve au cœur du contrat social qui lie les citoyens et leurs gouvernants au sein de la République. Elle met en jeu la justice et les forces de sécurité. L'État ne doit pas se défait sur les élus locaux et la sécurité privée. Nous assumons une approche sociologique de la sécurité car elle est bien plus complexe que ce que certains simplistes de droite veulent nous faire croire ».

de la police urbaine de proximité, « c'était le renseignement, définit-il, c'était la capacité de parler, et pas de jouer au football ». Sur ce lien police-population, l'expérience menée à la mairie de Metz est assez significative, « Dans nos onze mairies de quartier, a décrit Danièle Heber-Suffrin, adjointe au maire, nous avons installé des permanences de police municipale, cela leur permet de mieux connaître les quartiers et d'être ainsi immédiatement opérationnels et réactifs ». Même chose à Marseille, dans les 15^e et 16^e arrondissements, rappelle Samia Ghali, sénatrice-maire. À Rouen, les agents circulent de « 13h à 21h, détaille

Valérie Fourneyron, députée-maire, il y a donc un dialogue permanent ». À Toulouse, « on a redécoupé la ville en 6 secteurs, avec des services qui répondent 7 jours sur 7 et 24h sur 24, explique Jean-Pierre Havrin, adjoint au maire de Toulouse, ancien DDSP, on a ainsi remis la police municipale au service des citoyens ». Jean-Marie Le Guen, député de Paris, a insisté sur la prise en charge médicale et sur les troubles du comportement « un des facteurs aggravants de la délinquance est la violence ». François Garay, maire des Mureaux, explique qu'il se base dans sa ville sur la « règle des 5 doigts, prévention, dissuasion, répression, sanction et après-sanction ». Ils ont ainsi développé un « parcours citoyen » réservé aux jeunes de la ville, reprenant ainsi une déclaration de Daniel Vaillant en début de table-ronde expliquant que « l'éducation d'aujourd'hui est la sécurité de demain ».

Martine Aubry

« On a beau parler toujours plus fort, annoncer des statistiques maquillées, la vérité chacun la connaît : la politique de sécurité conduite par Nicolas Sarkozy est un fiasco. Nous n'acceptons pas que l'insécurité devienne

une fatalité. Les socialistes ne laisseront pas la France dériver ainsi. Nous prenons nos responsabilités sur ce sujet, comme sur les autres. C'est le sens du Pacte national de protection et de sécurité publique que nous proposons. Une politique du résultat plutôt que du coup d'éclat ».

2^e table-ronde : police / justice, coordonner pour protéger

Pour cette seconde table-ronde, les élus socialistes ont plaidé pour que la sécurité soit une coproduction : État-collectivités territoriales-citoyens. « Il faut en finir avec le clivage artificiel entre justice et police. Si on veut faire de la sécurité, il faut au préalable faire travailler les deux services publics » a détaillé Elisabeth Guigou, ancienne Garde des Sceaux et députée de Seine-Saint-Denis. Mais pour que tous travaillent ensemble dans les meilleures conditions, il faut des « outils » rappelle Patrick Bergougnoux, préfet, comme « la police technique et scientifique » et « une meilleure clarification du rôle de chacun, collectivités territoriales et État » ajoute Charles Gautier, Sénateur-maire de Saint-Herblain. Cette coproduction « doit intégrer le maire » ajoute Gérard Ségura, maire d'Aulnay-sous-Bois « le maire doit être partie prenante » abonde Virginie Klès. Sénatrice-maire de Chateaubourg. Joaquin Masanet, policier, milite lui « pour un point hebdomadaire entre le commissaire et le maire » pour que l'information circule. « Nous avons des maires, des adjoints, des présidents, ce sont des forces pour faire remonter les infos » a rappelé Francis Lec, avocat. « Il n'y a pas d'antagonisme entre une politique de sécurité et les libertés

Jean-Jacques Urvoas, rapporteur du Forum

« Nous proposons un changement à la fois radical et cohérent, une véritable alternative à la pratique du président de la République. Nous engageons ce combat non seulement au nom de valeurs bafouées qu'il conviendrait de défendre mais surtout au nom de l'efficacité. Nos propositions se veulent ambitieuses pour concilier imagination, détermination et respect des libertés. C'est la nouvelle ligne de partage entre la gauche et la droite : celle qui sépare la mise en scène de la mise en œuvre. Notre combat pour la sécurité ne se conçoit qu'adossé à un projet de transformation sociale ».

publiques » a indiqué Marie-Pierre de la Gontrie, SN à la justice et aux libertés publiques. Certains des intervenants ont également plaidé pour un élargissement de cette coproduction aux citoyens. « Pour être efficace, il faut être intégré dans la société, dans la vie associative, dans les maisons de quartier » a ainsi insisté Pierre Willem, policier. De même, Bruno Le Roux, député de Seine-Saint-Denis, a souligné l'importance pour réussir de « la liaison constante du policier avec la justice, les associations, le réseau éducatif ».

Le droit des victimes n'a pas été oublié dans cette table-ronde, grâce notamment à l'intervention de Gilles Nicolas, adjoint au maire de Nantes, réfléchissant à la « possibilité pour le maire de porter plainte pour un groupe ». De même, Michel Debacq, magistrat, a insisté pour que la police judiciaire ait « un rôle de proximité car localement la résolution des affaires, ne se fait pas ». Jean-Pierre Mignard, avocat, a ainsi défini l'attitude des socialistes en matière de droit. « Nous devons être le parti des victimes, les juges doivent assumer les peines qu'ils prononcent, la loi doit leur en donner les moyens. Il faut opposer le sécuritarisme de la droite à la sécurité offerte par la gauche ». Là encore, résume Paul Quilès, ancien ministre de la Défense et de l'Intérieur, « nous avons des expériences à faire valoir ».

PS



Égalité réelle : priorité à l'éducation

L'éducation est la clef de l'avenir. Malgré de grandes réussites, notre système éducatif est aujourd'hui en crise. La démocratisation scolaire est en panne. Le moment est venu de prendre des mesures fortes pour permettre à tous les élèves de recevoir, au cours de leur scolarité obligatoire, les outils de leur émancipation et de leur insertion. Il nous faut cesser de retoucher à la marge le système et entreprendre des changements profonds.

- ▶ **Développer la scolarisation précoce** est une condition essentielle de la réussite, en particulier pour les enfants de familles défavorisées. **Nous ouvrirons un droit à la scolarité à deux ans**, intégré dans un Service public de la petite enfance. Nous rendrons **la scolarité obligatoire à 3 ans**, afin de sanctuariser l'école maternelle.
- ▶ **Concentrer les moyens sur le primaire** : la France dépense beaucoup moins que les autres dans le primaire. **Or, c'est dès les premières années qu'il faut agir pour la réussite de tous : il faut des classes à petits effectifs, le renfort éventuel d'un deuxième professeur dans certaines classes, une pédagogie renouvelée.**
- ▶ **Passer aux cinq jours éducatifs** : les élèves français ont 144 jours de cours par an, contre 187 jours d'enseignement en moyenne dans l'OCDE. **Nous devons mieux respecter les rythmes des élèves. L'organisation de cinq jours éducatifs, (enseignement, activités culturelles et sportives)** relèvera de projets éducatifs locaux, associant tous les partenaires de l'école : **parents, associations, collectivités locales...**
- ▶ **Transformer le collège pour la réussite de tous** : à la suite de l'école primaire, le collège doit donner à TOUS les élèves la maîtrise d'un socle commun. **Nous souhaitons un encadrement renforcé en 6^e et 5^e, l'intégration du travail personnel au temps scolaire (études encadrées par des enseignants) et la participation d'enseignants du primaire au collège et réciproquement** dans le cadre de projets communs pour atténuer la rupture.
- ▶ **Rénover la pédagogie et limiter les redoublements** : comme en primaire, **le redoublement (qui coûte près de 2 milliards d'euros par an alors que toutes les études reconnaissent son inefficacité)** doit progressivement être réservé à des situations très particulières, grâce à une réorganisation de la scolarité par cycle, un décloisonnement des classes et **une meilleure gestion de la difficulté scolaire.**
- ▶ **Améliorer l'enseignement prioritaire** : **il faut sortir du saupoudrage.** Aujourd'hui on dépense en réalité moins dans les ZEP que dans les « grands » établissements. **Il faut différencier les moyens non par dispositifs, mais par établissements en fonction du public accueilli.**
- ▶ **Une nouvelle carte scolaire** : la mixité sociale et scolaire est non seulement juste, elle est efficace. **Elle fait mieux réussir les élèves en difficulté, sans pénaliser les « bons » élèves. Nous proposons donc une nouvelle sectorisation prenant en compte un indice de mixité sociale.** Mais le privé restera toujours une voie de contournement si nous ne lui appliquons pas également des contraintes de mixité sociale.
- ▶ **Un nouveau contrat avec les enseignants** : leur formation initiale et continue **doit leur permettre de remplir l'ensemble de leurs missions, de progresser et d'évoluer.** Le métier et l'organisation du service des enseignants doivent mieux prendre en compte les temps de suivi individuel des élèves, de préparation de projet. **La transformation de l'école ne se fera pas sans les enseignants et encore moins contre eux : leur métier doit être revalorisé** et nous prendrons le temps de la négociation et de l'expérimentation.

**À ceux qui disent que l'éducation coûte trop cher,
nous disons : essayez l'ignorance, et vous en verrez
le prix dans quelques années !**